



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Modifications du décret STPG

Suite de la publication du décret du 25 avril 2025



Références réglementaires



Décret n° 2025-375 du 24 avril 2025 relatif à la sécurité des transports publics guidés

Objet : modification du décret n° 2017-440 du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des transports publics guidés avec un double objectif :

- Création d'un régime d'autorisation et de contrôle pour les cyclo-draisines
- Prise en compte du retour d'expérience (REX)

3 arrêtés d'application (en cours de signature) :

- Arrêté du 23 mai 2003 relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés urbains
- Arrêté du 15 février 2009 relatif à la procédure de délivrance des agréments mentionnés aux articles 3-2 et 3-3 du décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés
- Arrêté du 8 décembre 2003 relatif au contenu des dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés à vocation touristique ou historique

Organismes qualifiés agréés ou accrédités



Modification des articles 9, 10 & 14 sur la forme et le fond :

Sur la forme, certaines conditions, initialement définies par le décret, le sont désormais par arrêté du ministre chargé des transports

Objectif : faciliter d'éventuelles évolutions ultérieures

Sur le fond, allègement de certaines conditions relatives :

- À l'expérience professionnelle des dirigeants responsables des évaluations : dirigeants responsables des évaluations : « au moins cinq années dans les dix ans précédant la demande d'agrément » au lieu de « au moins huit années dans les quinze ans précédant la demande d'agrément »
- Au nombre des dirigeants responsables des évaluations pour les OQ agréés : **6** au lieu de 4
- Au nombre de dirigeants pour les OQ accrédités : **6** au lieu de 4

Objectif : favoriser un vivier suffisant de dirigeants responsables des évaluations avec un niveau de compétence adapté

Organismes qualifiés agréés ou accrédités



Modification de l'article 16 pour préciser les conditions d'indépendance :

- Indépendance de l'organisme circonscrite à « [la procédure d'autorisation](#) » en cours
- Indépendance de l'organisme circonscrite le cas échéant au « [sous-système ou \[à la\] partie de système](#) » considéré
- Indépendance des évaluateurs incompatible avec des missions d'exploitation

Objectif : favoriser un vivier suffisant d'organisme pouvant évaluer un projet tout en garantissant des conditions d'indépendance satisfaisantes

Gestionnaires de voirie



Modification des articles 21 & 81 : se substitue à la notion de « gestionnaires de voirie » celle de « personnes chargées de la conservation de la voirie ou de la police spéciale de la circulation et du stationnement, y compris des aires piétonnes et des voies privées ouvertes à la circulation publique »

Objectif : préciser la définition et s'assurer de couvrir l'ensemble des situations rencontrées notamment :

- Gestionnaires publics ET gestionnaires privés
- Voies publiques ET voies privées ouvertes à la circulation publique
- Voies de circulation ET aires piétonnes
- Personnes chargées de la conservation ET de la police

Création d'une définition des engins de travaux : « tout engin guidé destiné uniquement à la construction, à la maintenance ou au dépannage » distincte de celle de véhicule : « tout véhicule d'un système de transport public guidé conçu pour le transport de personnes ou de marchandises »

Objectif : confirmer la non-application « aux engins de travaux » de la procédure d'autorisation « véhicule »

Abrogation de l'article 48 : disposition spécifique pour « les engins de travaux circulant sur les lignes A et B du réseau express régional d'Ile-de-France »

Application du régime de droit commun à tous les engins de travaux



Engins de travaux



Obligation pour chaque exploitant de préciser dans son SGS « [les règles d'exploitation relatives à la circulation des engins de travaux](#) »

Sous réserve de signature de l'arrêté, il est en outre prévu de compléter la trame du RSE par un point sur les « engins de travaux »

Objectif : s'assurer de la bonne prise en compte dans les règles d'exploitation des risques liés à la circulation des engins de travaux

Délai d'application :

Sous réserve de signature de l'arrêté, il est prévu que la modification du RSE mentionnée ci-dessus entre en vigueur au [1^{er} juillet 2027](#).

Objectifs :

- Approuver les modifications du RSE relatives aux engins de travaux et celles relatives à la cybersécurité en une seule fois
- Laisser du temps pour préciser les attentes vis-à-vis de ces deux sujets

Autorisation des véhicules



Modification de l'article 25 :

« La mise en service de **tout véhicule** ou de tout ou partie d'un système de transport public guidé est subordonnée à une autorisation délivrée par le préfet. [...] »

Objectif : couvrir la mise en service de tout véhicule par une autorisation préfectorale

Pas de remise en cause les pratiques actuelles d'analyse d'écarts pour les reconductions de conception (affermisssements de tranches optionnelles ou attributions de marchés subséquents dans le cadre d'un accord cadre)



Délai d'instruction



Modification de l'article 28 sur le sujet des pièces complémentaires : « Des pièces complémentaires [...] ainsi que des pièces modificatives peuvent être remises, **après évaluation par l'organisme qualifié**, à la demande du préfet [...] ou à l'initiative du demandeur. **Ces pièces sont remises au plus tard quinze jours avant la fin du délai d'instruction.** »

Objectifs :

- compte-tenu du REX, création d'un délai minimal et incompressible de 15 jours visant à permettre aux services de l'État de disposer d'un délai suffisant pour instruire les pièces transmises en cours d'instruction dans des conditions satisfaisantes
- Confirmation de la nécessité de disposer d'une évaluation 2d regard sur la totalité des pièces complémentaires et modificatives

Sous réserve de signature de l'arrêté, il est en outre prévu de laisser à l'OQA un délai incompressible de huit jours ouvrés pour élaborer son rapport

Objectif : compte-tenu du REX, création d'un délai minimal et incompressible pour permettre une évaluation OQA dans des conditions satisfaisantes

Circulations en phase de tests et essai

Modification des articles 32 & 33

Article 33 : « [...] Le préfet fait connaître dans le mois suivant la réception du dossier mentionné ci-dessus si celui-ci comporte ou non l'ensemble des pièces et documents requis. A défaut, le dossier est réputé complet au terme de ce délai.

Le silence gardé par le préfet pendant plus d'un mois suivant la date à laquelle le dossier est réputé complet vaut refus d'autoriser les tests et essais.

Des pièces complémentaires ou modificatives, évaluées par l'organisme qualifié, peuvent être remises pendant l'instruction à la demande du préfet ou à l'initiative du demandeur. Dans ce cas, le préfet peut décider de proroger le délai d'instruction, pour une durée d'un mois maximum.

Le préfet peut suspendre à tout moment le délai d'instruction sur proposition du demandeur. »

Objectifs :

- Préciser les délais et condition d'instruction pour ce dossier en cohérence avec les autres dossiers du décret
- Prendre en compte les spécificités de la phase test et essais avec des délais raccourcis cohérents avec la pratique actuelle (cf. guide d'application)

Gestion de l'innovation



Modification des articles 2 et 81-1

Ajout d'une définition de l'innovation : « **introduction dans le système d'un produit ou d'un procédé nouveau ou significativement amélioré par rapport à celui précédemment élaboré et installé** »

Objectif : avoir une définition large de l'innovation de manière à pouvoir couvrir une grande diversité de situations

Création d'un dossier de gestion de l'innovation soumis « pour autorisation au préfet permettant de démontrer le maintien du niveau de sécurité [des tiers et, le cas échéant, des usagers du système] » et « accompagné du rapport d'évaluation établi par l'organisme qualifié »

Objectifs :

- S'assurer que les risques pour les tiers et les usagers sont bien couverts
- Favoriser l'innovation en permettant des essais en amont d'une commercialisation
- Simplifier la procédure en ne conditionnant pas la réalisation des essais à l'approbation préalable d'un DPS

Gestion en exploitation des défauts de sécurité véhicule par l'ensemble des acteurs



Création de l'article 91-1 :

« Les autorités organisatrices des transports, les exploitants, les gestionnaires d'infrastructure et les fabricants de véhicules ou d'installations à câble, qui décèlent un risque pour la sécurité lié à des défauts, à des non-conformités ou des dysfonctionnements dans la construction des éléments de sécurité, ou en sont informés, prennent sans délai, dans les limites de leurs compétences respectives, toute action correctrice nécessaire afin de remédier au risque de sécurité décelé.

Ils signalent immédiatement ces risques aux parties concernées, y compris au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés, de façon à leur permettre de prendre toute autre action correctrice qui serait nécessaire pour assurer en permanence la sécurité des réseaux relevant du présent décret. »

Objectifs :

- S'assurer de la bonne circulation des informations entre les différents intervenants et de la prise de mesures adaptées pour traiter les risques sur les véhicules
- Prendre en compte une recommandation émise par le BEA-TT (suite au déraillement de métro à la station Barbès)

Modification de l'article 2: création d'une définition de fabricant : « : toute personne physique ou morale qui fabrique ou fait concevoir ou fabriquer un produit ou une installation constituant un élément ou un sous-système d'un système de transport public guidé et qui commercialise ce produit ou cette installation sous son nom ou sa marque »

La suite



Publication des arrêtés d'application

Modification / création de guides du STRMTG, notamment en priorité :

- DCS
- RSE (cybersécurité, engins de travaux)
- Dossier de gestion de l'innovation

Lancement d'une démarche de REX STPG

- Envoi d'un questionnaire
- Réunions de travail



STRMTG
SERVICE TECHNIQUE DES REMONTÉES MÉCANIQUES ET DES TRANSPORTS GUIDÉS

Merci pour votre attention

